



**Passionnement  
engagé.**

Tél. : 02 56 35 14 00  
E-mail : [info@bdo.fr](mailto:info@bdo.fr)  
[www.bdo.fr](http://www.bdo.fr)

6 Les Balus CS 63118  
35760 Saint Grégoire  
France

Jean-Christophe ROBIN  
Fabrice BRANGEON  
Experts-Comptables  
Commissaire aux comptes

Thibaud ROYER  
Expert-Comptable

Thomas LE FLOC'H  
Directeur Associé

# **AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE**

**Siège social : 7 rue de Tizé**

**35510 CESSON-SEVIGNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos au 31 DECEMBRE 2022**

---

## **BDO RENNES**

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Bretagne  
Société de Commissariat aux comptes membre de la Compagnie régionale d'Ouest Atlantique  
RCS 823 042 510 Rennes - Siret 823 042 510 00045 - Code APE 6920Z  
SAS au capital de 41 000 euros - N° TVA intracommunautaire FR11823042510



# SOMMAIRE

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

Aux Adhérents,

## **I- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE à la fin de cet exercice.

## **II- Fondement de l'opinion**

### ***a) Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***b) Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

## **III- Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- le poste « subventions d'exploitation »,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **IV- Vérification du rapport moral et des autres documents adressés aux Adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE D'ILLE-ET-VILAINE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Grégoire, le 31 mai 2023

**BDO RENNES**

  
**Jean-Christophe ROBIN**  
**Commissaire aux comptes**

## COMPTES ANNUELS

---

## ■ Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	11 383	10 858	525	544
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et ac				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	102 527	55 496	47 031	20 703
Immob. en cours / Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	6		6	26 506
Prêts				
Autres immobilisations financières				6 890
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>113 916</b>	<b>66 354</b>	<b>47 562</b>	<b>54 642</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
<b>Créances</b>				
Usagers et comptes rattachés	294		294	
Autres créances	8 074		8 074	5 516
Valeurs mobilières de placement	26 500		26 500	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	576 188		576 188	678 692
Charges constatées d'avance	49 548		49 548	37 377
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>660 604</b>		<b>660 604</b>	<b>721 585</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>774 520</b>	<b>66 354</b>	<b>708 166</b>	<b>776 227</b>



## ■ Bilan

	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	30 897	30 897
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		9 969
Report à nouveau	344 155	324 761
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>12 442</b>	<b>9 425</b>
Subventions d'investissement	455	7 196
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>387 949</b>	<b>382 248</b>
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
<b>TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		1 000
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>1 000</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Fonds dédiés sur subventions		64 400
Fonds dédiés sur autres ressources		
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>		<b>64 400</b>
<b>DETTE</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	76 225	76 225
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 344	160 964
Dettes fiscales et sociales	99 311	89 251
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		806
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	11 337	1 333
<b>TOTAL DETTE</b>	<b>320 216</b>	<b>328 578</b>
Ecart de conversion - Passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>708 166</b>	<b>776 227</b>

## ■ Compte de résultat Asso

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
Subventions d'exploitation	1 604 892,00	1 604 892,00
Reprises et Transferts de charge	29 302,85	111 531,54
Cotisations		480,00
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 634 194,85</b>	<b>1 716 903,54</b>
Autres achats non stockés et charges externes	692 568,76	797 506,64
Impôts et taxes	52 044,68	56 648,66
Salaires et Traitements	655 984,47	698 890,61
Charges sociales	278 401,86	291 556,72
Amortissements et provisions	14 468,47	14 497,88
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 693 468,24</b>	<b>1 859 100,51</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-59 273,39</b>	<b>-142 196,97</b>
Produits financiers	1 926,91	597,52
<b>Résultat financier</b>	<b>1 926,91</b>	<b>597,52</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-57 346,48</b>	<b>-141 599,45</b>
Produits exceptionnels	7 047,38	10 431,65
Charges exceptionnelles	1 658,81	6,73
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>5 388,57</b>	<b>10 424,92</b>
Report des ressources non utilisées	64 400,00	185 600,00
Engagements à réaliser		45 000,00
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>12 442,09</b>	<b>9 425,47</b>
Contribution volontaires en nature		
<b>Total des produits</b>		
<b>Total des charges</b>		

## ***Annexe***

**Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022**



## ■ Règles et méthodes comptables

# Désignation de l'association : AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE et vilaine

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 708 166 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 12 442 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 23/02/2023 par les dirigeants de l'association.

## Description de l'objet social et des activités

L'Agence a pour objet de mettre en oeuvre tout ou partie de la politique touristique du Département d'Ille-et-Vilaine.

Elle a ainsi pour vocation de contribuer au développement et au dynamisme du tourisme en Ille-et-Vilaine et proposera au Conseil départemental un plan d'actions pluriannuel autour de ses quatre missions principales qui sont :

- l'ingénierie à destination des territoires et des professionnels,
- l'animation et l'appui aux filières,
- le soutien à la promotion de la destination Ille-et-Vilaine,
- l'observation touristique.

## Règles générales

L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement ANC 10 2014-03 relatif au PCG sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Le passage du règlement CRC 99-01 au règlement ANC n°2018-06 engendre les changements de méthodes ci-après :

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

## ■ Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

\* Matériel de bureau : 3 à 5 ans

\* Matériel informatique : 3 ans

\* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Conformément à l'avis CNC du 15 juin 2007, les frais liés à l'acquisition (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) des titres de participation sont incorporés au prix de revient de ces titres. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## ■ Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	au début d'exercice	Augmentation	Diminution	en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 313	308	238	11 383
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLE</b>	<b>11 313</b>	<b>308</b>	<b>238</b>	<b>11 383</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	108 238	40 975	46 686	102 527
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>108 238</b>	<b>40 975</b>	<b>46 686</b>	<b>102 527</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
- Participations évaluées par mise en				
- Autres titres immobilisés	26 506		26 500	6
- Prêts et autres immobilisations financières	6 890		6 890	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>33 396</b>		<b>33 390</b>	<b>6</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>152 947</b>	<b>41 283</b>	<b>80 314</b>	<b>113 916</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	308	40 975		41 283
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>308</b>	<b>40 975</b>		<b>41 283</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste			26 500	26 500
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	238	46 686	6 890	53 814
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>238</b>	<b>46 686</b>	<b>33 390</b>	<b>80 314</b>



## ■ Notes sur le bilan

### Immobilisations incorporelles

Logiciels amortis sur une durée de 1 à 3 ans.

### Immobilisations financières

Les placements Sequin qui figuraient à l'actif pour 26 499,84 € ont été reclassés en compte valeur mobilière de placement. Ils sont évalués à 30 736,78 € au 31/12/2022. La plus-value latente avait été comptabilisée en produits à recevoir pour 4 401,56 €. Elle ne fait plus l'objet d'ajustement depuis plusieurs années. L'écart n'est pas significatif.

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 769	326	238	10 858
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>10 769</b>	<b>326</b>	<b>238</b>	<b>10 858</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	87 535	14 142	46 181	55 496
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>87 535</b>	<b>14 142</b>	<b>46 181</b>	<b>55 496</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>98 305</b>	<b>14 468</b>	<b>46 419</b>	<b>66 354</b>

## ■ Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
<b>Ventilation des dotations</b>			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	326	14 142	14 468
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>326</b>	<b>14 142</b>	<b>14 468</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés	238	46 181	46 419
Eléments mis hors service			
<b>Diminutions de l'exercice</b>	<b>238</b>	<b>46 181</b>	<b>46 419</b>

## Actif circulant



## ■ Notes sur le bilan

### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 57 916 euros et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	294	294	
Autres	8 074	8 074	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	49 548	49 548	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>57 916</b>	<b>57 916</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

### Produits à recevoir

	Montant
Debit.cred.div.prod.a rec	4 402
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>4 402</b>

## ■ Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise	30 897			30 897
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
<b>Total fonds sans droit reprise</b>	<b>30 897</b>			<b>30 897</b>
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
<b>Total fonds avec droit reprise</b>				
Ecarts de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	9 969		9 969	
Report à Nouveau	324 761	19 394		344 155
Résultat de l'exercice	9 425	12 442	9 425	12 442
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	7 196		6 741	455
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs	64 400		64 400	
<b>Total fonds associatifs</b>	<b>446 648</b>	<b>31 836</b>	<b>90 535</b>	<b>387 949</b>

## ■ Notes sur le bilan

### Provisions pour risques et charges

Méthodes utilisées pour le calcul des provisions :

La provision pour risque concernait un litige avec un photographe, qui a été solutionné sur l'exercice. Le coût global pour l'association s'est élevé à 960 €, la provision était de 1 000 €.

### Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	1 000		1 000		
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>		
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation			1 000		
Financières					
Exceptionnelles					

## ■ Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	76 225		76 225	
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	133 344	133 344		
Dettes fiscales et sociales	99 311	99 311		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	11 337	11 337		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>320 216</b>	<b>243 992</b>	<b>76 225</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				

#### Charges à payer

	Montant
Fournis.fact.non parvenue	58 004
Conges a payer	10 490
Autres charg.pers.a payer	141
Org.soc. ch./conges payes	4 686
Org.soc. charges a payer	621
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>73 942</b>

## ■ Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat.d avance	49 548		
<b>TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>49 548</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prod.constates d avance	11 337		
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>11 337</b>		



## ■ Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 560 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

#### Subventions d'exploitation

Subvention du Conseil Départemental : 1 604 892 €.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			1 604 892			1 604 892
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			6 741			6 741
						<b>1 611 633</b>

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	961	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	505	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		156
Produits des cessions d'éléments d'actif		150
Subventions d'investissement virées au résultat		6 741

## ■ Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 18,36 personnes dont 1 apprenti.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	2	3	5	5
Employés		13	13	13
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>TOTAL EFFECTIF</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>18</b>

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont la Directrice, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant pas de rémunération, communiquer la rémunérations des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°1630, J.O. Sénat).